

<https://journal.alternatives.ca/?Les-deboires-des-gouvernements-de-gauche-en-Amerique-latine>



Fin de cycle ?

Les déboires des gouvernements de gauche en Amérique latine

- Journal des Alternatives - Journal des Alternatives - 42.2016 - Journal des Alternatives. Vol.7 - No.02, février 2016 -



Date de mise en ligne : dimanche 31 janvier 2016

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

La possible fin du cycle de gauche en Amérique latine suscite d'importants débats depuis plusieurs mois déjà [1]. La récente défaite des chavistes aux élections législatives et celle des péronistes en Argentine semblent révélatrices d'une tendance. Ce creux de vague devrait attirer notre intérêt puisque des pays européens empruntent aujourd'hui une voie similaire à l'Amérique latine d'il y a une quinzaine d'années : des gouvernements de gauche sont élus par des peuples qui refusent les contraintes de l'austérité. Si l'Amérique latine fut un temps signe d'espoirs à gauche, les reculs d'aujourd'hui peuvent-ils être porteurs d'enseignements pour les gauches européennes ? Mais d'abord, s'agit-il vraiment d'une fin de cycle en Amérique latine ?

Les évènements qui confortent l'idée de fin de cycle

Les victoires électorales de la droite survenues au cours des derniers mois semblent confirmer l'hypothèse d'un ressac. En Argentine, le couronnement de Mauricio Macri à l'élection présidentielle de l'automne dernier a sonné le glas de l'ère des Kirchner. Nestor Kirchner, puis sa femme Cristina Fernández, dirigeaient le pays depuis 2003. Ils avaient sorti le pays de la grave crise économique et sociale causée par une débâcle bancaire (2001) qui avait ébranlé la structure politique du pays. Une victoire de la droite indique un retour rapide aux politiques favorables au grand capital.

La défaite électorale des chavistes lors des [législatives au Venezuela](#) semble également confirmer la tendance. Tenant les rênes de l'État depuis 1998, Hugo Chávez et ses partisans ont lancé la vague de gouvernements de gauche avec la stratégie du processus constituant qui sera reprise en Bolivie et en Équateur. Malgré les tentatives de coup d'État, les constantes pressions de l'opposition et la mort de Chávez en 2013, les chavistes avaient tenu bon jusqu'en décembre dernier. La victoire d'une coalition d'opposition aux législatives annonce le début d'une confrontation au sein même de l'État, entre le pouvoir exécutif, toujours aux mains des chavistes, et le pouvoir législatif contrôlé par l'opposition. Il s'agit d'une lutte entre ceux et celles qui veulent préserver les « acquis » de la révolution, et ceux et celles qui veulent faire du Venezuela une économie de marché libérale tout en diminuant son État social.

La droite brésilienne cherchera en février à destituer la présidente, Dilma Rousseff, pour un scandale de corruption. Cette crise politique, illustrée par le faible appui de la présidente, est [accompagnée de tensions sociales](#) alimentées par une économie qui connaît ses pires performances en une génération. Une grève des investissements et la baisse des prix des matières premières alimentent les mauvaises performances économiques. Or la droite, qui pilote le processus contre la présidente, est loin de pouvoir [lancer la première pierre en matière de corruption](#).

Cycle

L'idée d'une fin de cycle est cependant trompeuse. Elle sous-entend un phénomène mécanique, sorte de pendule à l'oscillation immuable, qui mettrait fin aux gouvernements de gauche. Deux processus qui n'ont rien d'inévitable sont en fait à l'oeuvre : un épuisement des gouvernements de gauche d'une part, et une réarticulation de la droite de l'autre. Pour les saisir, il importe d'abord de différencier les gouvernements de gauche des mouvements sociaux qui les ont fait naître.

Distinguer les gouvernements des mouvements sociaux

Les gouvernements de gauche en Amérique latine se sont construits sur un climat de rébellions anti-néolibérales du tournant du siècle. De fortes mobilisations sociales avaient ébranlé l'ordre politique, notamment au Venezuela, en Équateur, en Argentine et en Bolivie, en forçant des présidents à se retirer avant la fin de leur mandat.

Les gouvernements de gauche n'étaient pas pour autant l'expression directe de la colère populaire. Au Venezuela et en Équateur, les partis politiques de gauche se sont formés en prenant leurs distances par rapport aux mouvements sociaux. Une critique similaire est formulée à propos du MAS en Bolivie, qui s'éloignait des protestations populaires à l'aube du nouveau millénaire alors qu'il se rapprochait du pouvoir. [2] Ces exemples, auxquels d'autres pourraient s'ajouter, alimentent la question à savoir si c'est la gauche qui s'est emparée de l'État, ou à l'inverse, si ce n'est pas l'État qui s'est emparé de la gauche ?

Contradictions à gauche

Les gouvernements de gauche ont dans une large mesure contribué à une amélioration réelle des conditions de vie des populations. Le taux de pauvreté, ainsi que de nombreux indicateurs sociaux, notamment sur les [inégalités](#), le démontrent. Ces résultats ont été obtenus en grande partie grâce à des mesures redistributives alimentées par une récupération de la rente sur les matières premières.

Ces politiques d'[États compensatoires](#) répondaient au désastre social qu'avait entraîné le néolibéralisme, sans toutefois parvenir à bâtir des économies qui vont au-delà du capitalisme, voire de la situation de [dépendance à l'exportation de matières premières](#). Cette dépendance n'est pas nouvelle, et ces effets sont fort différents dans les pays qui ne sont pas gouvernés à gauche tels que le Pérou, le Mexique ou la Colombie. Mais elle aura affaibli les régimes dès lors que les prix ont chuté, laissant peu d'alternatives en place.

Les difficultés de cette gauche latina sont celles de la sociale-démocratie : chercher à compenser pour les inégalités générées par le capitalisme, sans parvenir à les dépasser. Elles illustrent bien que la conquête de l'État, bien qu'importante, n'est cependant pas celle de tous les pouvoirs. Les institutions étatiques, tout en servant de levier permettant des transformations sociales, se sont vite butées à une opposition de la droite et des capitalistes locaux. Souvent soutenus de l'extérieur, notamment par le gouvernement des États-Unis, les capitalistes nationaux étaient réticents à investir au sein des plans économiques des gouvernements de gauche. Pour se maintenir en selle, les gouvernements de gauche ont alors dû instrumentaliser les mouvements sociaux pour préserver un soutien populaire. Ce cercle vicieux a affaibli la capacité des sociétés gouvernées à gauche à se transformer par elles-mêmes.

Renforcement des liens à droite

Pendant ce temps, la droite se réorganise tant au niveau local qu'international, et la [tendance se maintient](#). Le renforcement des liens internationaux à droite fut bien illustré lors de la victoire de Macri en Argentine. Sur la scène de célébration se tenait avec lui Lilian Tintori, l'épouse de l'opposant vénézuélien Leopoldo López emprisonné pour incitation à la violence lors de manifestations réclamant la démission du président Maduro. Macri demandait au lendemain de sa victoire que le [Venezuela soit suspendu du Mercosur](#) pour son manque de démocratie.

Ces liens entre les droites visent à contrebalancer les avancées des gouvernements de gauche à l'international, qui sont considérables : les organisations véhiculant des positions proaméricaines telles que l'OEA ont perdu en crédibilité au profit d'instances régionales qui excluent les États-Unis (CELAC, UNASUR, ALBA, MERCOSUR ...). Ces regroupements régionaux ont limité la capacité de la droite à utiliser l'international pour attaquer les gouvernements de gauche.

Qu'en retenir ?

Le projet de gauche dans l'hémisphère sud n'est pas mort, mais il bat de l'aile. Si la baisse des prix des ressources extractives explique une partie des difficultés, il faut éviter de réduire la gauche au cycle des prix des matières

premières, car, comme on le sait au Canada, il n'y a pas de lien causal entre gauche et le prix du pétrole.

Il n'y a pas non plus un retour du pendule puisque plusieurs des avancées sur le plan de la persistance de la démocratie, du respect des souverainetés nationales, de l'espace politique pour critiquer le capitalisme, sont toujours présentes. Les droites qui entrent au pouvoir n'osaient pas, lors de leur campagne, remettre en question ouvertement les programmes sociaux mis en place par la gauche.

L'essoufflement vient plutôt d'une réorganisation des droites économiques et politiques concomitante à un affaiblissement de la gauche qui résulte d'une instrumentalisation des mouvements sociaux effectués par des gouvernements confrontés à la persistance de ses opposants.

Notes :

1- Dès octobre, [Frank Gaudichaud](#) notait que le débat sur la fin du cycle de gauche agitait le site Rebelión.org depuis plusieurs mois. ALAI publiait [un numéro](#) de sa revue America Latina en movimiento en décembre sur le sujet. Ce fut même l'objet d'une entrevue du quotidien [Le Devoir](#).

2-Jeffrey R. Webber, From Rebellion to Reform in Bolivia. Class Struggle, Indigenous Liberation and the Politics of Evo Morales (Haymarket Books, 2011).